

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1976)
Heft: 378

Buchbesprechung: Le fascisme italien à Lausanne 1920-1943 [Claude Cantini]

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

NOTES DE LECTURE

Fascisme ordinaire à Lausanne

Janvier 1937 : l'Université de Lausanne confère le diplôme de « docteur honoris causa » à Benito Mussolini. Avril 1937 : une délégation de l'Université de Lausanne (le recteur Golay, le chancelier Olivier et le professeur Boninsegni) se rend à Rome où elle remet à Mussolini un parchemin ainsi libellé : « Université de Lausanne. Sur la proposition du Conseil de son Ecole des sciences sociales et politiques rattachée à la Faculté de droit, l'Université de Lausanne confère par les présentes à S.E. Benito Mussolini, ancien étudiant à la Faculté de droit de l'Université de Lausanne, le grade de Docteur ès sciences sociales et politiques, honoris causa, pour avoir conçu et réalisé dans sa patrie une organisation sociale qui a enrichi la science sociologique et qui laissera dans l'histoire une trace profonde. »

Et le diplôme en question est accompagné d'une adresse au nom du Sénat académique qui dit entre autres : « (...) Cette Ecole, dont vous avez suivi les cours au début de son organisation, a voué une grande attention à l'œuvre de rénovation sociale grâce à laquelle vous avez, en supprimant la lutte des intérêts de parti, rendu au peuple italien le sentiment vital de sa cohésion spirituelle, économique et sociale. Une œuvre de cette envergure ne se laisse pas objectivement caractériser et apprécier en quelques lignes ; ce qui est certain, c'est qu'elle représente un effort des plus typiques pour surmonter la crise morale et économique dont chaque nation souffre actuellement ; elle marquera dans l'histoire une trace profonde. En tant que créateur et réalisateur d'une conception sociologique originale, vous avez illustré l'Université de Lausanne ; c'est pourquoi celle-ci tient à rendre honneur à l'éclat que vous avez jeté sur elle. »

A son retour de Rome, le recteur Golay s'explique en ces termes : « (...) Le chef du Gouvernement

italien fait honneur à l'Université qui l'a compté jadis au nombre de ses élèves. Cette appartenance et les liens qui en sont résultés entre lui et nous sont la seule raison de l'octroi du grade de docteur honoris causa à M. Mussolini et l'Université est fière de ce geste auquel toute considération politique quelconque est absolument étrangère. » Quelques jours auparavant, alors que l'affaire s'ébruitait, la « Gazette de Lausanne » avait, elle aussi, pris la défense de l'Université : « (...) Entre cent œuvres sociales qui ont été entreprises par M. Mussolini, est-il nécessaire de signaler celle des Marais Pontains ? Quel est le sociologue théoricien qui a une œuvre plus importante à son actif ? »

De son côté, le quotidien socialiste, le « Droit du Peuple », écrivait notamment : « (...) Mussolini, docteur « honoris causa » ? Le Conseil d'Etat a la parole. Nous attendons le communiqué éloquent de sa Chancellerie, la boniche des jours ouvrables. Il dira les services rendus à la science, à la littérature, au droit, à la morale individuelle et collective, au peuple vaudois par le nouveau docteur. Il indiquera les titres qu'il a acquis à notre admiration, de quels bienfaits nous lui sommes redevables et de quelle plaie il a guéri le genre humain. » Puis : « Benito Mussolini, dictateur de Rome, docteur honoris causa de Lausanne ! Mussolini, civilisateur de l'Abyssinie ! Mussolini, le protecteur de ceux qui, à l'Université de Salamanque, jetèrent à la face de Unamuno le seul mot d'ordre possible de toutes les dictatures fascistes : « Mort à l'intelligence. » Mort à tout ce qui est vie, mort à tout ce qui est esprit. Mussolini, docteur honoris causa de Lausanne ! Autrefois, vague étudiant dans cette ville, il traîne aujourd'hui derrière lui, comme un consul romain, les misères et la souffrance de tout un peuple enchaîné. »

Quarante ans après

Mars 1976 : le Rectorat de l'Université de Lausanne refuse à un chercheur le droit de consulter, dans les archives officielles, les lettres de

protestation (André Bonnard, Henri-Louis Miéville, Henri Germond, Philippe Meylan, entre autres) reçues à l'occasion de cet honneur rendu au maître de l'Italie fasciste : « Nous regrettons de ne pouvoir vous autoriser à consulter le dossier des archives du Rectorat relatif à l'attribution en 1937 du grade de docteur honoris causa à Mussolini. Ce dossier contient des documents émanant de personnes qui sont encore en vie. Par ailleurs les passions que cet épisode a suscitées ne sont pas encore totalement apaisées. Le rectorat estime que la publication des documents de ce dossier est prématurée. Nous avons appris par ailleurs qu'un des professeurs de notre Université se réserve le droit de faire usage de ces documents, le moment venu, pour une étude qu'il effectuerait dans le cadre de ses recherches. Nous devons donc de réserver les droits de cet enseignant ».

Un avertissement

Le chercheur éconduit avec autant de désinvolture ? Claude Cantini, que cela n'a pas empêché de mettre à jour vingt-trois années révélatrices du climat politique du chef-lieu vaudois, sous le titre « Le Fascisme italien à Lausanne, 1920 - 1943 »¹. La réponse des autorités universitaires lausannoises prouve à elle seule l'actualité de ces recherches (« un avertissement pour l'avenir », disent les éditeurs, le Parti socialiste vaudois, le Parti ouvrier et populaire et la Ligue marxiste révolutionnaire). Mais il y a encore davantage : la méticulosité du travail publié permet d'entrevoir, pas à pas, détails après détails, documents après documents, comment une doctrine, des idées, s'imposent à l'opinion, si irrecevables et dangereuses qu'elles puissent paraître « *a posteriori* ». A Lausanne, il y a moins de quarante ans, le diplôme de Mussolini n'était que la pointe de l'iceberg.

¹ Edition CEDIPS (case, 1000 Lausanne 17), Lausanne, 1976 (les documents que nous citons sont extraits de cette brochure de 70 pages).